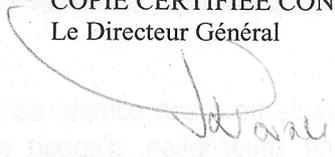


Spiicapag  
Société par actions simplifiée au capital de 14.400.000 Euros  
Siège social 165 Boulevard de Valmy 92700 Colombes  
R.C.S Nanterre. 399 237 494

# STATUTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME  
Le Directeur Général

  
Jean Claude VAN DE WIELE

## **ARTICLE 1 – FORME**

La société initialement constituée sous forme de société anonyme a été transformée par, Assemblée Générale Extraordinaire en date du 17 Mars 2014 en société par actions simplifiée régie par toutes les dispositions légales et réglementaires en cette matière et par les présents statuts. Elle ne peut faire publiquement appel à l'épargne.

## **ARTICLE 2 – OBJET**

La société a pour objet, directement ou indirectement, sous quelque forme que ce soit, en France ou dans tous pays :

Les études, la réalisation et la construction de toutes canalisations, en acier soudé ou autrement, pour tous transports et distribution de fluides, liquides ou gaz tels que produits pétroliers, gaz, ammoniac, éthylène, oxygène, eau, vapeur d'eau ou autres, ainsi que de matériaux pulvérulents, pulpes, suspensions tels que minerais ou charbons ou autres, et de corps solides tels que ordures ménagères ou autres. Les études et la réalisation de l'enrobage extérieur ou intérieur de tubes en acier en vue de leur utilisation pour la construction de canalisations, le calorifugeage de tubes et la protection cathodique.

Les études, la réalisation et la construction de toutes installations connexes aux réseaux de transport et de distribution précités, telles que stations de pompage et de compression, terminaux de départ et de réception, protection cathodique télécommunication et télémessure, ouvrages de génie civil ou de protection, ou autres installations.

Tous travaux sous-marins, notamment d'ancrage, d'ouverture de tranchées et d'installations de supports pour canalisations, ainsi que tous travaux similaires ou connexes sous-marins, et l'exploitation de toutes activités s'y rapportant, en ce compris par exemple toutes études et explorations.

Les études, la réalisation et la construction de forages horizontaux directionnels pour le passage de conduite à travers des obstacles tels que rivières, etc ...

La prise, l'achat, la vente, l'exploitation de tous brevets relatifs à ces activités. L'installation, l'acquisition, la location de tous terrains et usines concernant lesdites activités, l'octroi ou l'acquisition de toutes concessions, l'acquisition ou l'affrètement, la location ou la vente de tous navires susceptibles de permettre ou faciliter les travaux entrant dans l'objet social.

Généralement toutes opérations industrielles, commerciales et financières, mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à l'objet social.

La Société pourra faire toutes opérations entrant dans son objet, soit seule pour son compte ou le compte de tiers, soit en participation, soit encore par voie d'achat, de souscription, d'apport ou d'échanges de droits sociaux, parts d'intérêts et achat de toutes sociétés quelle que soit leur forme poursuivant un objet similaire ou connexe.

---

## **ARTICLE 3 – DENOMINATION**

La dénomination sociale est SPIECAPAG.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'indication du montant du capital social.

#### **ARTICLE 4 – SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé à 165, boulevard de Valmy – 92700 Colombes.

Il pourra être transféré en tout autre endroit par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

Le Président a la faculté de créer des agences, usines et succursales, partout où il le jugera utile, sans aucune restriction.

#### **ARTICLE 5 – DUREE**

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou prorogation décidée par l'actionnaire unique ou par les actionnaires dans les conditions prévues pour la modification des présents statuts.

#### **ARTICLE 6 – EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

#### **ARTICLE 6 – CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de 14.400.000 euros divisé en 900.000 actions de 16 euros chacune, entièrement libérées et de même catégorie.

#### **ARTICLE 7 – MODIFICATION DU CAPITAL**

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

#### **ARTICLE 8 – PROPRIETE ET FORME DES ACTIONS**

Les actions doivent revêtir obligatoirement la forme nominative.

Leur propriété résulte de leur inscription en compte au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société, dans les conditions prévues par la Loi.

#### **ARTICLE 9 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES A CHAQUE ACTION**

1. Chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital social qu'elle représente.
2. L'actionnaire unique ou les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.
3. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'actionnaire unique ou des décisions collectives des actionnaires.
4. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.

## **ARTICLE 10 – TRANSMISSION DES ACTIONS**

La cession des actions s'opère, à l'égard de la société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur le registre coté et paraphé par le Tribunal de Commerce, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

## **ARTICLE 11 – DIRIGEANTS – CONSEILS DE SURVEILLANCE**

### **1. Président**

#### Nomination, durée des fonctions, cessation des fonctions

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, actionnaire ou non de la société. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civiles et pénales que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président est nommé par l'actionnaire unique ou en cas de pluralité d'actionnaires par décision collective.

La durée des fonctions du Président et sa rémunération éventuelle sont fixées par la décision qui le nomme. Il obtiendra par ailleurs remboursement, sur présentation de justificatifs, des dépenses effectuées dans le cadre de sa mission pour le compte de la société.

Le Président est rééligible. Il est révocable à tout moment par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

La décision de révocation du Président peut ne pas être motivée et n'ouvre pas droit à versement d'indemnité par la société.

En cas de décès, de démission ou de révocation du Président, il est pourvu à son remplacement par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

#### Pouvoirs

Le Président représente la société à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les présents statuts à l'actionnaire unique ou aux décisions collectives des actionnaires.

Le Président est autorisé à consentir des délégations de pouvoirs à toutes personnes de son choix.

### **2. Directeur Général ou Directeur général délégué**

Sur la proposition du Président, l'actionnaire unique ou les actionnaires peuvent donner mandat d'assister le Président, à titre de Directeur Général ou de Directeur Général Délégué, à toutes personnes physiques ou morales, actionnaires ou non.

Les Directeurs Généraux et les Directeurs Généraux Délégués sont rééligibles. Ils sont révocables à tout moment, par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires.

En accord avec le Président, l'actionnaire unique ou les actionnaires déterminent l'étendue et la durée des pouvoirs des Directeurs Généraux et des Directeurs Généraux Délégués, qui peuvent être les mêmes que ceux du Président, ainsi que leur rémunération éventuelle. Ils obtiendront par ailleurs remboursement, sur

présentation de justificatifs, des dépenses effectuées dans le cadre de leur mission pour le compte de la société.

### 3. Conseil de Surveillance

#### 3.1 Composition et fonctionnement

Le Conseil de Surveillance est composé d'un minimum de trois (3) membres et au plus de cinq (5) membres, personnes physiques ou personnes morales choisies ou non parmi les actionnaires de la Société.

Les membres du Conseil de Surveillance sont désignés par décision de l'actionnaire unique ou des actionnaires dans les formes prévues à l'article 14 des statuts.

Les membres personnes morales sont représentés par une personne physique dont ils communiquent l'identité au Président par tout moyen écrit.

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés pour une durée fixée par la décision qui les a nommés. Ils sont librement révocables par décision de l'actionnaire unique ou des actionnaires, statuant à la majorité qualifiée visée à l'article 14 des présents statuts. La révocation d'un membre du Conseil de Surveillance ne donne lieu au paiement d'aucune indemnité de la part de la Société. Leurs fonctions sont exercées gratuitement.

Le Président du Conseil de Surveillance est nommé par le Conseil de Surveillance et choisi parmi ses membres.

Le Conseil de Surveillance se réunira aussi souvent que nécessaire et au minimum deux (2) fois par an. Il pourra être convoqué à tout moment à la demande du Président du Conseil de Surveillance ou de l'un de ses membres au moins. Les réunions du Conseil de Surveillance se tiendront au siège social de la Société ou en tout autre lieu choisi d'un commun accord entre les membres du Conseil de Surveillance.

Le Président et/ou le Directeur Général de la Société devront assister à toute réunion du Conseil de Surveillance dès lors qu'il leur en aura été fait la demande par le Président du Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance ne pourra délibérer valablement que si la moitié au moins de ces membres sont présents.

Le Conseil de Surveillance statuera à la majorité de deux tiers (2/3) des droits de vote des membres présents ou représentés sur toutes les décisions relevant de sa compétence, étant précisé que chaque membre disposera d'une voix.

#### 3.2 Pouvoirs

Le Conseil de Surveillance devra impérativement être informé par le Président et/ou du Directeur Général :

- De tout engagement commercial au-delà de 15 M€ ;
- Toute acquisition, échange, aliénation et promesses d'acquisition/vente de biens ou droits immobiliers ;
- Toute acquisition ou cession de participations ;
- De tout investissement ou désinvestissement hors projet ou contrat ;
- Tout octroi de tout gage, nantissement, caution, avals, garanties ou autre sûreté ou promesse de sûreté, tout engagement pris par la Société ou par un tiers ;
- Tout emprunt et octroi d'hypothèques ou de garanties réelles ;
- De toute émission de garantie de maison mère ;
- Toutes opérations de restructuration concernant les filiales de la Société ;
- Des situations comptables périodiques y compris les documents de gestion prévisionnelle s'il y a lieu ;
- Des états de trésorerie mensuels/trimestriels ;
- Des budgets prévisionnels périodiques y compris les budgets d'investissement et les

- prévisions de trésorerie ;
- Des rapports d'activité réguliers concernant tant la Société que ses filiales éventuelles, comprenant notamment un état de l'avancement des affaires en cours ainsi que de la stratégie poursuivie par la Société ;
- Des rapports de gestion et autres rapports du Président.

2°

### **ARTICLE 12 - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Le contrôle de la société est exercé par un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants désignés par décision de l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires et exerçant leur mission conformément à la Loi.

### **ARTICLE 13 - CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Les conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure au pourcentage fixé par la loi (ou, s'il s'agit d'une société actionnaire, la société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du code de commerce) sont soumises à la réglementation en vigueur.

### **ARTICLE 14 - DECISIONS DE L'ACTIONNAIRE UNIQUE OU DES ACTIONNAIRES**

#### **1. Actionnaire unique**

L'actionnaire unique, qui ne peut déléguer ses pouvoirs, est seul compétent pour prendre les décisions suivantes :

- l'approbation des comptes annuels et l'affectation du résultat ;
- l'approbation des conventions réglementées ;
- la nomination, la rémunération, la révocation et le remplacement du Président, des Directeurs Généraux et des Directeurs Généraux Délégués ;
- la nomination, le remplacement et la révocation des membres du Conseil de Surveillance,
- la nomination des Commissaires aux Comptes ;
- l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social ainsi que l'émission de titres donnant accès, immédiatement ou à terme, au capital de la société ;
- la suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires ;
- la fusion, la scission, l'apport partiel d'actif soumis au régime juridique des scissions ;
- la dissolution, la liquidation de la société ;
- la transformation de la société en une société d'une autre forme ;
- ainsi que toutes les décisions qui entraînent des modifications statutaires ou qui nécessitent une décision de l'actionnaire unique.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président.

L'actionnaire unique prend ses délibérations par acte sous seing privé. Il peut aussi les prendre par consultation écrite à l'initiative du Président ; dans ce cas, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à son information lui sont adressés par tout moyen ; l'actionnaire unique disposera d'un délai de huit (8) jours à compter de la réception de ces documents pour émettre son vote par tout moyen.

Les décisions de l'actionnaire unique sont répertoriées dans un registre côté et paraphé par le Tribunal de Commerce.

#### **2. Pluralité d'actionnaires**

Si la société comporte plusieurs actionnaires, les décisions dévolues à l'actionnaire unique doivent être prises par décisions collectives des actionnaires.

Toutes les autres décisions relèvent de la compétence du Président.

Les décisions collectives sont prises, au choix du Président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte sous seing privé.

L'unanimité des actionnaires est requise pour les décisions suivantes :

- adoption ou modification des clauses statutaires prévoyant l'inaliénabilité temporaire des actions, la nécessité d'un agrément en cas de cession d'actions, la possibilité d'exclure un actionnaire, les règles particulières en cas de changement du contrôle d'une société actionnaire ;
- changement de nationalité de la société ;
- augmentation des engagements des actionnaires.

Toutes autres décisions requièrent la majorité des voix des actionnaires présents ou représentés.

L'assemblée est convoquée par le Président. La convocation est faite, par tous moyens, huit (8) jours avant la date de réunion. Elle comporte l'indication de l'ordre du jour, de l'heure et du lieu de la réunion.

Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, elle élit son Président de séance. L'assemblée peut également désigner un secrétaire qui peut être choisi en dehors des actionnaires. A chaque assemblée est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le Président et le secrétaire le cas échéant.

L'assemblée ne délibère que si les actionnaires, présents ou représentés, possèdent au moins la moitié des actions ayant droit de vote, sauf dans les cas de décisions requérant l'unanimité des actionnaires où tous les actionnaires doivent être présents ou représentés.

En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun, par tout moyen. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de huit (8) jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tout moyen. Tout actionnaire n'ayant pas répondu dans un délai de huit (8) jours est considéré comme s'étant abstenu.

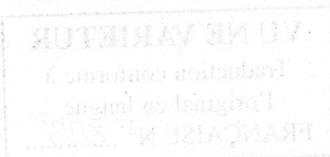
La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le Président, sur lequel est portée la réponse de chaque actionnaire.

Les procès-verbaux des décisions collectives sont établis et signés sur un registre côté et paraphé par le Tribunal de Commerce. Les copies ou extraits des délibérations des actionnaires sont valablement certifiés conformes par le Président ou, le cas échéant, le secrétaire de l'assemblée. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement faite par le liquidateur.

#### **ARTICLE 15 - COMPTES SOCIAUX**

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse un inventaire, un bilan, un compte de résultat et une annexe, ainsi qu'un rapport de gestion sur l'activité de la société. Tous ces documents sont communiqués aux Commissaires aux Comptes et à l'actionnaire unique ou aux actionnaires, le tout conformément à la Loi.

Dans le délai de six (6) mois à compter de la date de clôture de l'exercice social, ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice, l'actionnaire unique ou la collectivité des actionnaires, statue sur les comptes annuels, connaissance prise du rapport de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux Comptes.



## **ARTICLE 16 - AFFECTATION DU RESULTAT**

Le compte de résultat, qui récapitule les produits et les charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5% au moins pour constituer la réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve légale atteint le dixième du capital social. Il reprend son cours si la réserve vient à être inférieure à ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi ou des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

La part attribuée aux actions sur ce bénéfice est déterminée par l'actionnaire unique ou par décision collective des actionnaires. En cas de pluralité d'actionnaires, la part de chaque actionnaire dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

L'actionnaire unique ou la décision collective des actionnaires peut également décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

De même, il peut être décidé d'affecter, en totalité ou en partie, les sommes distribuables aux réserves ou au report à nouveau.

Il peut aussi être décidé d'accorder, pour tout ou partie des dividendes (ou d'acomptes sur dividendes) mis en distribution, une option entre le paiement en numéraire et le paiement en actions.

## **ARTICLE 17 - COMITE D'ENTREPRISE**

Le comité d'entreprise exerce les droits qui lui sont attribués par la loi auprès du Président ou de toute personne à laquelle le Président aurait délégué le pouvoir de présider le comité d'entreprise.

## **ARTICLE 18 - DISSOLUTION – LIQUIDATION**

1. Hors les cas de dissolution judiciaire prévus par la loi, il y aura dissolution de la société à l'expiration du terme fixé par les statuts, par décision de l'actionnaire unique ou par décision des actionnaires.
2. Si la société est unipersonnelle, elle peut décider sa propre dissolution, ce qui entraîne la transmission universelle de son patrimoine social à l'actionnaire unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation.
3. En cas de pluralité d'actionnaires, la dissolution de la société entraîne sa liquidation qui est effectuée conformément à la loi.
4. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

## **ARTICLE 19 - CONTESTATIONS**

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation, entre les actionnaires ou entre un actionnaire et la société, sont soumises au tribunal de commerce compétent.

**VU NE VARIETUR**  
Traduction conforme à  
l'original en langue  
FRANÇAISE N° ..033....



Spiecapag  
Shoqeri me aksione e thjeshtuar me kapital prej 14.400.000 Euro  
Selia sociale 165 Boulevard de Valmy 92700 Colombes  
R.C.S Nanterre. 399 237 494

# STATUTE

KOPJE KONFORM ORIGINALIT  
Drejtori i Pergjithshem

Jean Claude VAN DE WIELE  
*Firma*

### **NENI 1 - FORMA**

Shoqëria e themeluar fillimisht në formën e shoqërisë anonime është transformuar nga Asambleja e Përgjithshme e Jashtëzakonshme e datës 17 Mars 2014 në shoqëri me aksione të thjeshtuara e udhëhequr nga të gjitha dispozitat ligjore dhe rregullative në këtë fushë dhe nga këto statute. Ajo nuk mund t'i bëjë thirrje publikisht kursimeve.

### **NENI 2 - OBJEKTI**

Shoqëria ka për objekt, direkt apo indirekt, në çdo formë qofte, në Francë apo në çdo shtet tjetër :

Studimet, realizimin dhe ndertimin e çdo kanalizimi, me çelik të salduar apo tjetër, për çdo transport dhe shpërndarje fluidesh, lengjesh apo gazi siç janë produktet e naftës, gazit, amoniakut, etilenit, oksigjenit, ujit, avullit të ujit apo tjetër, si dhe të materialeve pluhuri të imet, tuli, minerale, ose qymyri apo tjetër, dhe të materjeve të ngurta si mbeturinat urbane apo tjetër. Studimet dhe realizimi i veshjes së jashtme ose të brendshme me tuba çeliku me qëllim të përdorimit të tyre për ndertimin e kanalizimeve, izolimin e tubave dhe mbrojtjen katodike.

Studimet, realizimin dhe ndertimin e çdo instalimi tjetër lidhur me rrjetet e transportit dhe shpërndarjes së lartpërmendura, si stacionet e pompimit dhe të kompresimit, terminaleve të nisjes dhe pritjes, mbrojtjes katodike telekomunikacioni dhe telematje, vepra ndërtimi civil apo mbrojtje, ose instalime të tjera.

Çdo punim nën detar, përkatesisht ankorimi, hapje transheje dhe instalime për mbajtje kanalizimesh, si dhe çdo punim i ngjashëm apo tjetër nëndetar, dhe shfrytëzim i çdo aktiviteti lidhur me to, siç është për shembull çdo studim dhe eksplorim.

Studimet, realizimin dhe ndertimin e shpimeve horizontale me drejtime për kalimin e tubave përmes pengësive si lumenjte etj...

Marrja, blerja, shitja, shfrytëzimi i çdo patente lidhur me këto aktivitete. Instalimi, blerja apo qiramarrja e çdo terreni, ushë lidhur me këto aktivitete, dhenja apo marrja e çdo koncesioni, marrja apo përdorimi, qiradhenja ose shitja e çdo anije që mund të lejojë ose të lehtësojë punimet e objektit social.

Përgjithësisht çdo operacion industrial, tregëtar dhe financiar, mobilar dhe imobilar, që lidhet direkt ose indirekt me objektin social.

Shoqëria mund të bëjë çdo operacion që hyn në objektin e saj, ose vetëm për llogari të saj ose për llogari të tretësh, ose me pjesëmarrje, ose dhe me anë blerjesh, nënshkrimesh, prurjesh apo shkëmbimesh të të drejtave sociale, pjesë interesash dhe blerje të çdo shoqërie cilado qofte forma e tyre që ndjekin një synim të ngjashëm apo që lidhet me të.

### **NENI 3 - EMERTIMI**

Emertimi social është SPIECAPAG.

Në të gjitha aktet, faturat, njoftimet, botimet dhe dokumentat e tjera që dalin nga shoqëria dhe i destinohen të treteve, emertimi social duhet të paraprihet ose pasohet gjithmone me fjalet e shkruara qartësisht "Shoqëri me aksione të thjeshtuar" ose me inicialet "SAS" dhe me shenimin e shumës së kapitalit social.

#### **NENI 4 - SELIA SOCIALE**

Selia sociale eshte caktuar ne 165, boulevard de Valmy - 92700 Colombes.

Ajo mund te transferohet ne çdo vend tjetër me vendim te aksionarit te vetem ose me vendim kolektiv te aksionareve.

Presidenti ka mundesine te krijojë agjensi, uzina dhe dege, kudo ku e gjykon te nevojshme, pa asnje kufizim.

#### **NENI 5 - KOHEZGJATJA**

Kohezgjatja e shoqerise eshte caktuar per nente dhjete e nente (99) vjet duke filluar nga regjistrimi i saj ne Regjistrin e Tregetise dhe Shoqerive, perveç rastit te shkrirjes paraprake apo shtyrjes se vendosur nga aksionari i vetem apo aksionaret ne kushtet e parashikuara per ndryshimin e ketyre statuteve.

#### **NENI 6 - USHTRIMI SOCIAL**

Ushtrimi social fillon me 1 janar dhe mbaron me 31 dhjetor te çdo viti.

#### **NENI 6 - KAPITAL SOCIAL**

Kapitali social eshte caktuar ne shumen e 14.400.000 euro perpjesetuar ne 900.000 aksione prej 16 eurosh secili, teresisht te çliruara dhe te se njejtës kategori.

#### **NENI 7 - NDRYSHIMI I KAPITALIT**

Kapitali social mund te shtohet, reduktohet apo amortizohet ne kushtet e parashikuara nga ligji, me vendim te aksionarit te vetem ose me vendim kolektiv te aksionareve.

#### **NENI 8 - PRONESI DHE FORME E AKSIONEVE**

Aksionet duhet te kene detyrimisht formen nominative.

Pronesia e tyre rezulton nga regjistrimi i tyre ne llogari te titullarit apo titullareve tek llogarite qe mbahen per kete qellim nga shoqeria, ne kushtet e parashikuara nga ligji.

#### **NENI 9 - TE DREJTA DHE DETYRIME LIDHUR ME CDO AKSION**

1. Çdo aksion jep te drejten, ne pronesine e aktivitet social, ne ndarjen e fitimit dhe ne tepricat e fitimit te likuidimit, e nje pjese proporcionale me pjesen e kapitalit social qe ai perfaqeson.
2. Aksionari i vetem apo aksionaret pesojne humbjet vetem sipas pjeses se tyre.
3. Pronesia e nje aksioni sjell ne menyre direkte aderimin ne statutet e shoqerise dhe ne vendimet e aksionarit te vetem apo vendimet kolektive te aksionareve.
4. Çdo aksion jep te drejten e nje vote. E drejta e votes lidhur me aksionet eshte proporcionale me kapitalin qe ato perfaqesojne.

## **NENI 10 - TRANSMETIMI I AKSIONEVE**

Shitja e aksioneve behet, perkundrejt shoqerise dhe te treteve, me nje derdhje nga llogaria e dhenesit tek llogartia e marresit me ane te nje urdheri levizje. Kjo levizje eshte regjistruar paraprakisht ne regjister me numer dhe inicialet nga Gjykata e Tregetise, i mbajtur ne menyre kronologjike, i quajtur "regjistri i levizjeve".

Shoqeria duhet ta beje kete regjistrim dhe kete derdhje sapo te marre urdhrin e levizjes.

## **NENI 11 - DREJTUESIT - KESHILLI MBIKQYRES**

### **1. President**

#### *Emerim, kohezgjatje e funksionit, pushim i funksionit*

Shoqeria menaxhohet dhe administrohet nga nje President, person fizik apo juridik, aksionar ose jo i shoqerise. Kur nje person juridik zgjidhet President, drejtuesit e e ketij personi juridik i nenshtrohen te njejtave kushte dhe detyrime dhe perballen me te njejtat pergjegjesi civile dhe penale sikur te kishin qene President ne emrin personal, pa dem ne pergjegjesine solidare te personit juridik qe drejtojne.

Presidenti emerohet nga aksionari i vetem ose ne rast pluralizmi aksionaresh nga vendimi kolektiv.

Kohezgjatja e funksionit te Presidentit dhe paga eventuale e tij caktohen nga vendimi qe e emerone. Ai do te marre perveç kesaj rimbursim, duke paraqitur faturat, te shpenzimeve te kryera ne kuadrin e misionit te tij per llogari te shoqerise.

Presidenti eshte i rizgjedhshem. Ai mund te shkarkohet ne çdo moment me vendim te aksionarit te vetem ose me vendim kolektiv te aksionareve.

Vendimi per shkurtimin e Presidentit mund te mos aresyetohet dhe nuk i jep te drejte per demshperblim nga shoqeria.

Ne rast vdekje, doreheqje apo heqje te Presidentit, zevendesimi i tij behet me vendim te aksionarit te vetem ose me vendim kolektiv te aksionareve.

#### *Fuqia*

Presidenti perfaqeson shoqerine kundrejt te treteve. Per kete, ai ka fuqine me te zgjeruar per te vepruar ne te gjitha rrethanat ne emer te shoqerise, ne kufirin e objektit social dhe te fuqise se dhene shprehimisht me ligj dhe nga keto statute per aksionarin e vetem ose vendimet kolektive te aksionareve.

Presidenti autorizohet t'i jape delegim çdo personi te zgjedhur prej tij.

### **2. Drejtor i Pergjithshem ose Drejtor i pergjithshem i deleguar**

Me propozim te Presidentit, aksionari i vetem apo aksionaret mund t'i japin mandat per te asistuar Presidentin, ne emer te Drejtorit te Pergjithshem ose te Drejtorit te Pergjithshem te Deleguar, çdo personi fizik apo juridik, aksionar ose jo.

Drejtoret e Pergjithshem dhe Drejtoret e Pergjithshem te deleguar jane te rizgjedhshem. Ata mund te shkarkohen ne çdo moment, me vendim te aksionarit te vetem ose me vendim kolektiv te aksionareve. Me marreveshje me Presidentin, aksionari i vetem ose aksionaret percaktojne shtrirjen dhe kohezgjatjen e fuqise se Drejtoreve te Pergjithshem dhe te Drejtoreve te Pergjithshem te Deleguar, qe mund te jene te njejtat me ato te Presidentit, si dhe pagen e tyre eventuale. Ata do te marrin perveç kesaj rimbursim, duke paraqitur faturat, te shpenzimeve te kryera ne kuadrin e misioneve te tyre per llogari te shoqerise.

### 3. Keshilli Mbikqyres

#### 3.1 Perberja dhe funksionimi

Keshilli Mbikqyres perbehet ne minimum prej tre (3) anetaresh dhe ne maksimum prej pese (5) anetaresh, persona fizike apo juridike te zgjedhur ose jo ndermjet aksionareve te Shoqerise.

Anetaret e Keshillit Mbikqyres zgjidhen me vendim te aksionarit te vetem ose aksionareve ne formen e parashikuar ne nenin 14 te statuteve.

Anetaret persona juridike perfaqesohen nga nje person fizik identitetin e te cilit ja komunikojne Presidentit me çdo menyre te shkruar.

Anetaret e Keshillit Mbikqyres emerohen per nje kohezgjatje te caktuar nga vendimi qe i ka emeruar. Ata mund te shkarkohen lirisht me vendim te aksionarit te vetem ose aksionareve, te cilet vendosin me mazhorancen e caktuar ne nenin 14 te ketyre statuteve. Shakrkimi i nje anetari te Keshillit Mbikqyres nuk jep te drejten e asnje shperblimi nga ana e Shoqerise. Funksionet e tyre ushtrohen falas.

Presidenti i Keshillit Mbikqyres emerohet nga Keshilli Mbikqyres dhe zgjidhet ndermjet anetareve te tij.

Keshilli Mbikqyres do te mblidhet aq here sa duhet dhe ne minimum dy (2) here ne vit. Ai mund te thirret ne çdo moment nga Presidenti i Keshillit Mbikqyres ose te pakten nga njeri prej anetareve te tij. Mbledhjet e Keshillit Mbikqyres do te mbahen ne seline sociale te Shoqerise ose ne çdo vend tjeter te zgjedhur me pelqim te perbashket te anetareve te Keshillit Mbikqyres.

Presidenti dhe/ose Drejtori i Pergjithshem i Shoqerise duhet te asistojne ne çdo mbledhje te Keshillit Mbikqyres sapo t'i behet kerkesa nga Presidenti i Keshillit Mbikqyres.

Keshilli Mbikqyres mund te vendose ne menyre te vlefshme vetem nese te pakten gjysma e anetareve te tij jane te pranishem.

Keshilli Mbikqyres do te vendose me mazhorance prej dy te tretash (2/3) te se drejtes se votes te anetareve te pranishem ose te perfaqesuar per çdo vendim qe eshte ne kompetencen e tij, duke saktësuar ketu qe çdo anetar ka nje vote.

#### 3.2 Fuqia

Keshilli Mbikqyres duhet pat tjeter te njoftohet nga Presidenti dhe/ose Drejtori i Pergjithshem per:

- Cdo angazhim tregetar mbi 15 M€ ;
- Cdo blerje, shkembim, tjetersim dhe premtim blerje/shitje pasurie apo te drejtash immobilare;
- Cdo blerje apo shitje pjesemarrjesh ;
- Cdo investim ose çinvestim jashte projekti apo kontrate ;
- Cdo dhenje te çdo pengu, sigurie, dorezanie, pelqimi, garancie, apo tjeter siguri ose premtim sigurie, çdo angazhim marre nga Shoqeria ose nga nje i trete ;
- Cdo huazim dhe dhenje hypoteke apo garancie reale ;
- Cdo dhenje garancie nga selia ;
- Cdo operacion ristrukturimi lidhur me deget e Shoqerise ;
- Situatat kontabel periodike perfshire dokumentat e menaxhimit te parashikueshem nese eshte rasti ;
- Gjendjet e thesarit mujore/tremujore ;
- Buxhetet e parashikueshem periodike perfshire buxhetet e investimeve dhe parashikimet e thesarit ;
- Raportet e aktivitetit lidhur sa me Shoqerine aq dhe me deget e saj eventuale, duke perfshire perkatesisht nje gjendje avancimi te aferave ne vazhdim si dhe te strategjise se ndjekur nga Shoqeria ;
- Raporte menaxhimi dhe raporte te tjere te Presidentit.

2°

**NENI 12 - KOMISARET E LLOGARIVE**

Kontrolli i Shoqerise ushtrohet nga nje ose disa Komisare Llogarish titullare dhe zevendesues te zgjedhur nga vendimi i aksionarit te vetem ose me vendim kolektiv te aksionareve qe ushtrojne misionin e tyre ne perputhje me ligjin.

**NENI 13 - KONVENTA ME RREGULLORE**

Konventat e bera direkt ose me persona te ndermjetem ndermjet shoqerise dhe Presidentit te saj, njerit prej drejtuesve te saj, njerit prej aksionareve te saj qe ka nje fraksion te se drejtes se votes me te larte se pergjindja e caktuar nga ligji (ose kur behet fjale per nje shoqeri aksionare, qe shoqeria e kontrollon ne kuptim te nenit L 233-3 te kodit te tregetise) i nenshtrohen rregullores ne fuqi.

**NENI 14 - VENDIME TE AKSIONARIT TE VETEM OSE TE AKSIONAREVE**1. Aksionari i vetem

Aksionari i vetem, qe nuk mund t'i delegeje fuqite e tij, eshte i vetmi kompetent per te marre vendimet ne vijim:

- Aprovimin e llogarive vjetore dhe caktimin e rezultatit ;
- Aprovimin e konventave me rregullore ;
- Emerimin, pagen, shkarkimin dhe zevendesimin e Presidentit, te Drejtoresve te Pergjithshem dhe te Drejtoresve te Pergjithshem te Deleguar ;
- Emerimin, zevendesimin dhe shkarkimin e anetareve te Keshillit Mbikqyres,
- Emerimin e Komisareve te Llogarive ;
- Shtimin, amortizimin ose reduktimin e kapitalit social si dhe leshimin e titujve qe japin akses, menjehere ose me pas, ne kapitalin e shoqerise ;
- Heqja e te drejtes preferenciale te nenshkrimit te aksionareve ;
- Shkrirja, ndarja, prurja e pjesshme e aktivitetit nenshtuar regjimit juridik te ndarjeve ;
- Shkrirja, likuidimi i shoqerise ;
- Transformimi i shoqerise ne nje shoqeri te nje forme tjeter ;
- Si dhe vendimet qe sjellin ndryshime te statuteve apo qe kerkojne vendimin e aksionarit te vetem.

Te gjitha vendimet e tjera jane ne kompetencen e Presidentit.

Aksionari i vetem i merr vendimet e tij me akt privat. Ai mund t'i marre gjithashtu me konsultim me shkrim me iniciativen e Presidentit ; ne kete rast, teksti i rezolutave te propozuara si dhe dokumentat e nevojshem per njoftimin e tij i adresohen me çdo menyre ; aksionari i vetem ka nje afat prej tete (8) ditesh nga marrja e ketyre dokumentave per te leshuar voten e tij me çdo menyre.

Vendimet e aksionarit te vetem regjistrohen ne nje regjister me numrin dhe inicialet e Gjykates se Tregetise.

2. Pluralizem aksionaresh

Nese shoqeria ka shume aksionare, vendimet e destinuara per aksionarin e vetem duhet te merren me vendime kolektive te aksionareve.

Te gjitha vendimet e tjera jane ne kompetencen e Presidentit.

Pjesa qe i caktohet aksioneve mbi fitimin percaktohet nga aksionari i vetem ose me vendim kolektiv te aksionareve. Ne rast pluralismi aksionaresh, pjesa e çdo aksionari mbi fitimet dhe kontributi i tij mbi humbjet eshte proporcionale me pjesen e tij ne kapitalin social.

Aksionari i vetem ose vendimi kolektiv i aksionareve mund te vendose gjithashtu shperndarjen e shumave te marra nga rezervat e disponueshme duke cilesuar shprehimisht zerat e rezervave mbi te cilat behen keto marrje. Sidoqofte, dividendet merren me prioritet mbi fitimin e shperndarshem te ushtrimit.

Po ashtu, mund te vendoset te çohen, totalisht ose pjeserisht, shumat e shperndarshme ne rezerve ose tek fitimi i pashperndare.

Mund te vendoset gjithashtu te mundesohet, per te gjitha ose nje pjese te dividendeve (apo keste mbi dividendet) te vena ne shperndarje, nje opsion ndermjet pageses me para dhe pageses me aksione.

#### **NENI 17 - KOMITETI I NDERMARRJES**

Komiteti i ndermarrjes ushtron te drejtat qe i jep ligji prane Presidentit ose çdo personi te cilin ka deleguar Presidenti per te kryesuar komitetin e ndermarrjes.

#### **NENI 18 - SHKRIRJA - LIKUIDIMI**

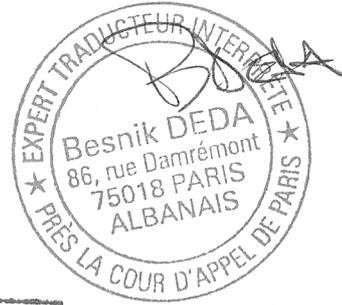
1. Pervec rasteve te shkrirjes gjyqesore parashikuar nga ligji, do te kete shkrirje te shoqerise ne perfundim te kohezgjatjes se caktuar nga statusi, me vendim te aksionarit te vetem ose me vendim te aksionareve.
2. Nese shoqeria eshte unipersonale, ajo mund te vendose shkrirjen e vetvetes, gje qe sjell transmetimin universal te pasurise se saj sociale tek aksionari i vetem, pa pasur vend per likuidim.
3. Ne rast pluralizmi aksionaresh, shkrirja e shoqerise sjell likuidimin e saj qe behet ne perputhje me ligjin.
4. Teprica e fitimit pas likuidimit shperndahet ndermjet aksionareve proporcionalisht me numrin e tyre te aksioneve.

#### **NENI 19 - KONTESTIMET**

Kontestimet lidhur me çeshtjet sociale, qe shfaqen gjate kohezgjatjes se shoqerise ose gjate likuidimit te saj, ndermjet aksionareve ose nje aksionari te shoqerise, i nenshtrohen gjykates se tregetise kompetente.

**VU NE VARIETUR**  
 Traduction conforme à  
 l'original en langue  
 FRANÇAISE N° ...033...

Perkthyer ne Paris, me 31/10/2015



Chambre de commerce et d'industrie  
 de région Paris Ile-de-France  
 09.11.15 181953

Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Ile-de-France



Vu exclusivement pour certification matérielle de  
 la signature de

M. **DEDA**  
 (seen exclusively to certify the above signature)

Pour le président, Daniëtte Louis

*[Handwritten signature]*



**APOSTILLE**  
 (Convention de La Haye du 5 octobre 1961)  
 République française **ALBANIE**  
 Le présent acte public  
 2. a été signé par... **D. LOUIS**  
 3. agissant en qualité de... **Attachée**  
 4. est revêtu du sceau/timbre de... **Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris**  
 Attesté  
 5. à Paris **09 NOV. 2015**  
 6. le...  
 7. par le Procureur général près la Cour d'appel de Paris  
 8. sous n° **10100**  
 9. Sceau : **Michel O. Signature JT**  
 Avocat Général

"L'Apostille confirme seulement l'authenticité de la signature, du sceau ou timbre sur le document. Elle ne signifie pas que le contenu du document est correct ou que la République française approuve son contenu"

